

## UNION EUROPEENNE

---

### Une intégration économique progressive

A la suite du refus de la Suisse de ratifier l'accord sur l'Espace économique européen le 6 décembre 1992, plusieurs accords bilatéraux et traités ont ensuite été négociés puis adoptés pour accroître l'intégration de l'économie suisse dans l'Union européenne.

Les Accords bilatéraux I entrés en vigueur en 2002 portaient sur l'agriculture, les marchés publics, le commerce, la recherche, les transports et surtout sur la libre circulation des personnes.

Les Accords bilatéraux II de 2004 portaient notamment sur les conventions de Schengen (*ouverture des frontières entre les pays signataires*) et de Dublin (*qui définit l'Etat qui est responsable du traitement de la demande d'asile*) en matière de justice, de sécurité et de migration.

### L'échec de l'accord-cadre

L'accord-cadre Suisse-UE est un projet négocié entre 2010 et 2020 dans le but d'appliquer de façon plus homogène et efficace les accords bilatéraux.

L'accord-cadre devait préciser l'acquis communautaire (*socle commun des droits et obligations*), l'interprétation du droit, la surveillance de l'application des accords concernant notamment la libre circulation des personnes, et la résolution des différends.

Le Conseil fédéral décide de mettre un terme aux négociations en 2021 en raison du manque de garanties offertes par l'UE concernant la souveraineté, la protection des salaires et les aides d'Etat.

Par ailleurs, selon une étude de Europe Economics, institut de recherche londonien, la libre circulation des personnes selon les bilatérales I a appauvri la Suisse, et les autres accords compris dans le premier paquet des bilatérales ne compensent qu'une petite part de cette perte de prospérité.

## **UNION EUROPEENNE**

---

### **Que faire ?**

L'Union européenne est depuis longtemps sous le feu des critiques. Le Brexit intervenu le 1<sup>er</sup> février 2020 en a révélé les failles, comme les difficultés d'approvisionnements en masque et en vaccins de l'UE en comparaison avec le Royaume-Uni :

- le processus de concentration continu des entreprises est un facteur de risque pour les prix et la qualité des produits, tandis qu'il exacerbe la concurrence entre PME qui n'obtiennent pour autant aucune aide étatique pour survivre ;
- les salariés d'entreprises qui n'ont pas atteint une taille critique, qui ont fusionné ou qui ont délocalisé, risquent de perdre leur emploi. Dans cette situation précaire, le pouvoir de négociation diminue et le dumping social se développe ;
- abandon de la souveraineté nationale au profit de l'Union européenne : le pouvoir est de plus en plus éloigné des citoyens qui finissent par se désintéresser de la politique ;
- abandon de la souveraineté monétaire : les Etats ne peuvent plus battre monnaie et ne peuvent donc plus financer ce dont ils auraient besoin ;

## **UNION EUROPEENNE**

---

- l'harmonisation fiscale à l'échelle européenne n'étant pas accomplie, le dumping fiscal se développe ;
- l'harmonisation sociale est inexistante et les avancées sociales sont mêmes remises en question ;
- les services publics sont remis en question, l'Union européenne pousse les Etats à privatiser et à libéraliser même les infrastructures organisées en réseau comme les transports en commun, l'énergie, les télécommunications, l'eau, la poste, etc.;
- la perspective d'accords de libre-échange avec d'autres espaces économiques, comme par exemple avec le Mercosur (*espace économique des pays d'Amérique latine*) aurait un impact désastreux sur la déforestation, sur les droits humains et sur les moyens de subsistance des agriculteurs.

Compte tenu du bilan désastreux de la construction européenne à ce jour et compte tenu du faible poids de la Suisse dans l'Union européenne si elle y adhérerait, une adhésion est à proscrire absolument.

A partir de ce constat, tout format de négociation quel qu'il soit peut être envisagé qui ne prévoit pas d'intégration dans l'UE mais la recherche d'accords bilatéraux dans lesquels la Suisse y trouverait son compte.

On peut même spéculer sur le fait que le Brexit soit le prélude à d'autres retraits à l'avenir. Gageons qu'une autre Europe puisse émerger, non pas une Europe aux mains des financiers spéculateurs, mais une Europe des citoyens !

- Aucune adhésion à l'Union européenne ;
- Recherche d'accords bilatéraux avantageux pour la Suisse ;
- Renforcement d'accords avec des pays hors de l'UE.